

Déclarations / communiqués

Italia farà da sé – vers un Pont terrestre mondial

vendredi 26 octobre



Déclaration de Jacques Cheminade, président de Solidarité et Progrès

La Commission européenne a rejeté la proposition de budget présentée par le gouvernement italien. Par delà les déclarations des uns et des autres, quatre points fondamentaux sont à considérer :

Le déficit budgétaire italien, de 2,4 % du produit intérieur brut (PIB), est inférieur au chiffre de 3 % fixé par Bruxelles et voté par tous les Etats membres, et tout aussi inférieur au déficit français, de 2,8 %.

Il s'agit d'un « budget keynésien » classique, qui prévoit l'investissement dans les infrastructures, l'instauration d'un revenu de précarité de 782 euros pour aider les plus démunis et un allègement des charges des petites et moyennes entreprises.

Le Parlement italien a voté ce budget, il faut donc en conclure que l'Union européenne (UE) exerce une tutelle supranationale qui viole délibérément la souveraineté nationale d'un pays membre.

Quant à la dette italienne, elle n'est pas directement détenue par des établissements financiers anglais ou américains mais par des établissements financiers italiens (40%), par des banques privées allemandes, françaises et espagnoles (36%), par des banques centrales dont la BCE (19%) et par des investisseurs privés italiens (5%). Ainsi, ou bien les détenteurs de ces dettes sont en état de servitude volontaire vis-à-vis de leurs confrères de la City et Wall Street, ou bien l'arrogance relève d'eux-mêmes. Quoi qu'il en soit, le comportement de la majorité de ces créanciers « européens » ne sert pas les intérêts de l'Etat et du peuple italien.

La Commission applique des critères strictement financiers, dans la logique que Pierre Moscovici, son commissaire aux Affaires économiques et financières, appliqua pour saboter la loi française de séparation bancaire de 2013. Les autorités européennes bafouent ainsi l'intérêt des peuples et considèrent que le profit financier doit toujours passer avant les exigences du développement de l'économie réelle et les difficultés sociales.

L'Union européenne n'est donc pas l'Europe, car l'Europe est une civilisation fondée sur le développement mutuel et le principe d'un gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple.

Je soutiens donc la politique du gouvernement italien en vertu du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et de l'impératif de justice sociale, proclamé notamment dans la Déclaration de Philadelphie du 10 mai 1944, fondatrice de l'Organisation internationale du travail, que nous avons signée et ratifiée.

Les élections européennes devraient se dérouler sur la base du respect de ces principes, et non sur celle d'un affrontement entre « progressistes » et « nationalistes » imbus de leurs privilèges et pratiquant – c'est leur dénominateur commun – une politique d'adaptation au pouvoir de la City de Londres, de Wall Street et de leurs complices au sein de l'Union européenne.

L'Europe est à refonder dans l'intérêt réel des pays qui la composent et de leur partenaires dans le monde. Dans une perspective de crédit public pour créer des plateformes de développement à l'échelle mondiale et pour pratiquer une politique plus humaine de coopération, de co-développement et d'intégration vis-à-vis des pays d'émigration et des migrants eux-mêmes.

Recevoir tout homme avec un beau visage doit être notre principe d'Européens, dans la mesure de notre capacité d'accueil dans l'intérêt de ceux que nous accueillons et de nous-mêmes.
